

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/2 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.2.62727

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Eckhart HELLMUTH, Immo MEENKEN, Michael TRAUTH (Hg.), *Zeitenwende? Preußen um 1800*, Stuttgart (Frommann-Holzboog) 1999, 327 p.

Les années qui conduisent la Prusse de la mort de Frédéric II à la catastrophe d'Iéna (1786–1806), ont été longtemps négligées par l'historiographie, tenues autrefois pour un temps de transition un peu terne entre deux périodes plus agitées ou plus glorieuses, puis englobées naguère dans la disgrâce générale qui affectait les recherches sur la Prusse. Cela paraît changer néanmoins peu à peu, et le présent volume de mélanges, offerts à Günter Birtsch pour ses 70 ans, en apporte un nouveau témoignage¹. Le dédicataire, professeur à Göttingen puis à Trèves, consacra lui-même de nombreux travaux à l'histoire de la Prusse à l'époque moderne, et au XVIII^e siècle en particulier, dont la réunion formerait aisément le magnum opus présenté par Hartmut LEHMANN dans son exposé introductif. Son œuvre comporte d'autre part un second versant, comparatif et international, illustré notamment par la monumentale publication bibliographique sur les libertés et les droits de l'homme². Cette dualité, Thomas ERTMAN la retrouve, au début du XX^e siècle, chez un autre historien de la Prusse moderne, Otto Hintze, grand archiviste et grand penseur, spécialiste et théoricien de l'absolutisme prussien³, confronté par ailleurs, au cours de sa carrière, à l'irruption d'une histoire dramatique, à la chute des Hohenzollern notamment, et conduit à mettre davantage l'accent, dans les dernières années de sa vie, sur les comparaisons européennes. On le voit tâtonner à la recherche du schéma capable de rendre compte de la singularité prussienne, de cet absolutisme incongru en Allemagne, avant de proposer une explication par le calvinisme, qui séduit sans tout à fait convaincre. La démarche, en tout cas, peut servir de modèle pour de nouveaux travaux, et notamment pour des comparaisons entre la Prusse et les autres territoires allemands.

Les autres contributions concernent l'histoire de la Prusse au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, à l'exception de deux d'entre elles. Se plaçant dans la perspective longue d'une histoire régionale transcendant les frontières étatiques, Wolfgang NEUGEBAUER s'intéresse au cas de la Prusse orientale pendant la période d'occupation russe, au temps de la guerre de Sept ans. Il montre les solidarités familiales entre la Courlande et la Prusse, et une noblesse prussienne fort empressée à saluer la souveraine de Saint-Pétersbourg, et à tirer parti de l'occasion pour ranimer quelques institutions locales traditionnelles au service de son autonomie. Frédéric II lui en conserva d'ailleurs de la rancune, comme l'atteste son Testament de 1768, et ne revint jamais dans cette région après la fin de la guerre.

Au cours des mêmes années de la guerre de Sept ans, le roi confiait ses pensées les plus intimes à son confident-lecteur, Henri de Catt, dont Johannes KUNISCH retrace ici la biographie, avant de tenter une typologie des sept «lecteurs» successifs de Frédéric, depuis Jordan, l'ami et le mentor, jusqu' à Duval et Dantal, simples instruments choisis pour leur diction, en passant par La Mettrie ou Prades. Ces personnages sont en réalité trop divers et trop

1 Parmi les travaux récents, on relèvera les ouvrages collectifs publiés sous la direction de Hans HATTENBAUER et Götz LANDWEHR, *Das nachfriderizianische Preußen (1786–1806)*, Heidelberg 1988; et sous la direction de Otto BÜSCH et Monika NEUGEBAUER-WÖLK, *Preußen und die revolutionäre Herausforderung seit 1789*, Berlin 1991; pour la politique extérieure, Brendan SIMMS, *The impact of Napoleon. Prussian high politics, foreign policy and the crisis of the executive (1797–1806)*, Cambridge 1997. En outre, le bicentenaire du «code prussien», en 1994, a donné lieu à plusieurs colloques et ouvrages collectifs, dont celui dirigé par Günter BIRTSCH et Dietmar WILLOWEIT, *Reformabsolutismus und ständische Gesellschaft. Zweihundert Jahre Preußisches Allgemeines Landrecht*, Berlin 1998.

2 Günter BIRTSCH, Michael TRAUTH et Immo MEENKEN, *Grundfreiheiten–Menschenrechte 1500–1850*, 5 vol., Stuttgart (Frommann-Holzboog) 1991–1992.

3 On rappellera pour mémoire Otto HINTZE, *Die Hohenzollern und ihr Werk*, Berlin 1915, et le recueil d'articles édité par Gerhard OESTREICH, *Regierung und Verwaltung*, nouvelle édition, Göttingen 1967.

peu nombreux pour offrir des types, mais ils ont en commun de bien connaître la langue et la culture françaises, ainsi que l'histoire ancienne, et leur présence constante auprès du roi atteste la continuité et la sincérité de son intérêt pour les lettres et pour les idées philosophiques.

Les rapports de la philosophie et des réalités du gouvernement sont un grand sujet de réflexion des contemporains, voire une matière de controverse quand il s'agit de juger Frédéric II. La seconde partie de son règne semble bien marquée par le souci de réformer l'administration et le droit, et de mettre en œuvre les principes de l'*Aufklärung* dans l'organisation de la société. Cela comportait forcément des tensions, qu'expriment et canalisent à la fois les nombreux débats, si caractéristiques de l'époque, qui s'engagent dans les revues ou dans les brochures. Ces matériaux précieux ont été particulièrement bien exploités ici dans plusieurs contributions consacrées à l'histoire des idées politiques et sociales, considérées du point de vue pratique. Dans le cas de la répression du suicide, Julia SCHREINER montre comment la dépénalisation décidée par Frédéric II heurtait une grande partie de l'opinion, attachée aux peines traditionnelles, confiscation des biens et privation des obsèques religieuses, et comment l'opinion éclairée même, soucieuse de conserver à l'État des soldats et des producteurs, fut tentée de les maintenir comme une mesure de dissuasion pour les masses ignorantes. Diethelm KLIPPEL analyse les implications parfois contradictoires de différents discours d'inspiration absolutiste ou libérale concernant les fonctionnaires, devenus serviteurs de l'État et non plus du prince, dépositaires de l'intérêt public en l'absence de représentation élue, mais tenus à l'obéissance. De toute évidence, la réalité historique de la Prusse d'alors ne permettait pas, même aux théoriciens libéraux, de dépasser certaines apories. Sans tomber dans l'anachronisme, on peut considérer que ces hésitations et ces impasses théoriques n'ont pas perdu toute leur actualité – par exemple pour une comparaison des fonctions publiques française et américaine.

Plusieurs exposés concernent la réforme de la justice, débat essentiel de l'époque. Klaus BERNDL revient sur la figure centrale de Ernst Ferdinand Klein (1744–1810), avocat de Breslau devenu un peu par hasard un des principaux acteurs de cette réforme, avec Carmer et Svarez, auteur de nombreuses publications sur le droit pénal, ami intime de Mendelssohn et de Nicolai, membre éminent de la *Mittwochsgesellschaft* et de la franc-maçonnerie berlinoise, adversaire résolu de la réaction engagée par Wöllner, professeur à l'université de Halle. Cette figure paraît «incontournable» dès qu'il s'agit de la réforme pénale, et l'on ne s'étonne pas de rencontrer à nouveau Klein dans la contribution que Thomas NUTZ consacre au projet de réforme criminelle présenté par Arnim en 1806, comme dans celle de Peter KRAUSE sur les projets un peu antérieurs de Svarez. Deux réflexions complémentaires sur le même sujet, considéré du point de vue de l'État ou de celui de l'individu, sous l'angle moral de l'amélioration du condamné ou celui, strictement juridique, préconisé par Kant. On trouvera là encore de nombreuses considérations tout à fait actuelles.

Autre enjeu de controverse, la figure de Moses Mendelssohn fait l'objet des articles de Norbert HINSKE et de Immo MEENKEN. Le premier apporte une mise au point fort intéressante sur une célèbre formule, souvent mal interprétée: *Hier lege die Philosophie die Hand auf den Mund*: loin de signifier la moindre complaisance envers l'État, elle manifesterait le refus de cautionner intellectuellement certaines de ses interventions. Le second montre comment la contradiction inhérente au projet de Mendelssohn, intégration des juifs sans abandon de leurs croyances traditionnelles, déjà perceptible à son époque, devait éclater au cours de la génération suivante, avec les dérives vers le déisme et la conversion pure et simple. Le livre se termine avec Frédéric II lui-même, grâce à la contribution (bien illustrée) de Eckhart HELLMUTH sur les projets présentés par différents sculpteurs et architectes, pour les concours de 1791 et 1797 notamment, en vue d'un monument à la gloire du grand roi. On trouvera ici, outre une bonne image de l'évolution du goût et des notions sur l'organisation des études artistiques, un développement fort intéressant sur le projet de Gilly.

Au total, voilà donc un volume riche et divers, doté cependant d'une incontestable unité. Unité de temps certes, conformément au programme annoncé par le titre. Mais aussi une unité plus profonde, celle d'une époque de recherches et de tâtonnements, soucieuse de progresser dans la voie de la réforme éclairée, confrontée au défi de la Révolution française (dont il ne faut sans doute pas exagérer l'urgence, et qui n'apparaît guère, en tout cas dans ces mélanges), menacée un temps, mais sans rupture véritable, par la réaction woellnerienne. Plutôt que de chercher dans ces années, en remontant le cours de l'histoire, les vagues prémisses des réformes postérieures à 1806⁴, les auteurs expriment la continuité d'un processus *sui generis*, la vitalité d'un héritage Frédéricien que l'histoire allait bientôt brusquer.

Michel KERAUTRET, Paris

Charles SCHMIDT, Das Großherzogtum Berg 1806–1813. Eine Studie zur französischen Vorherrschaft in Deutschland unter Napoleon I., hg. von Burkhard DIETZ und Jörg ENGELBRECHT, Neustadt/Aisch (Schmidt) 1999, 535 S.

Bis heute ist in der Geschichtswissenschaft die Auseinandersetzung über die Umwälzungen, die unter napoleonischer Herrschaft auf deutschem Boden stattfanden, nicht zum Abschluß gekommen. Ein Grund dafür ist der ambivalente Charakter der in dieser Zeit initiierten Reformen. Die Tatsache, daß die Neuerungen für die deutschen Staaten fortschrittliche Wirkungen besaßen, aber hauptsächlich im Dienst französischer Herrschaftsinteressen standen, wird von Historikern nach wie vor unterschiedlich bewertet. Die einen halten die modernisierende Kraft der Reformen für bedeutsamer als ihre Grenzen. Die anderen ziehen für die Umbruchzeit eine weniger positive Bilanz. Ihrer Meinung nach waren die gegenläufigen Entwicklungen im Reformprozeß so stark, daß das Modernisierungsparadigma als Deutungsmuster für die Reformzeit nur bedingt herangezogen werden darf. Christof Dipper ging sogar so weit, das Fortschrittsmodell für einige Sektoren ganz in Frage zu stellen. »Die Modernisierung [...]«, schrieb er Mitte der 1990er Jahre und bezog sich dabei auf die in französischer Zeit durchgeführten Veränderungen in Militär, Verwaltung und Justiz, »diente [...] vor allem der Durchsetzung des napoleonischen Hegemonieanspruchs, sie ist nicht zu verstehen als Ausschnitt eines größeren Prozesses beabsichtigten sozialen Wandels«¹.

Daß die Debatte über Ausmaß und Bedeutung der Rheinbundreformen andauert, hängt aber nicht allein mit der strittigen Frage der Modernisierung zusammen. Dafür ist auch die unvollständige Erforschung dieser Epoche verantwortlich. Obwohl infolge der Aufwertung der Rheinbundreformen in den 1960er Jahren zahlreiche Arbeiten zu diesem Thema erschienen sind, ist der wissenschaftliche Kenntnisstand darüber immer noch lückenhaft. Einzelne Reformbereiche, wie etwa das Schul- und Armenwesen, sind noch immer nicht hinlänglich untersucht worden. Ebenso wenig aufgearbeitet ist die Geschichte bestimmter Regionen.

Das im März 1806 auf dem Gebiet der Herzogtümer Kleve und Berg von Napoleon geschaffene und in den Folgejahren namentlich um ehemals nassau-oranische und preußische Besitztümer vergrößerte Großherzogtum Berg gehört zu jenen Gebieten, die von Historikern bislang eher vernachlässigt wurden. Zwar liegen mehrere jüngere Einzelstudien zu Teilbereichen der großherzoglich-bergischen Geschichte vor. Zu nennen sind hier einmal Unter-

4 Comme le fait très bien, à partir du dépouillement de nombreux périodiques, Ludger HERRMANN, Die Herausforderung Preußens. Reformpublizistik und politische Öffentlichkeit in napoleonischer Zeit, Frankfurt (Lang) 1998.

1 Christof DIPPER, Einleitung, in: Napoleonische Herrschaft in Deutschland und Italien – Verwaltung und Justiz, hg. von Christof DIPPER, Wolfgang SCHIEDER, Reiner SCHULZE, Berlin 1995, S. 24.